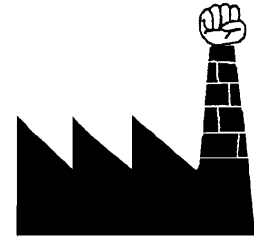


A CONTRE COURANT

syndical et politique

En mémoire de René SCHULBAUM (1914 - 1988)



Vous avez dit 'Etats démocratiques' ?!

Régulièrement, la scène sur laquelle se déroule la tragicomédie permanente de la vie politique au sein des 'Etats démocratiques' est envahie par des 'scandales' plus ou moins importants, qui impliquent ou éclaboussent jusqu'aux plus hauts personnages placés à la tête de ces Etats. Ces 'scandales', qui conduisent les uns à une sortie de scène peu honorable, les autres à se réjouir plus ou moins ouvertement de la chute des précédents, d'autres encore à jouer les moralisateurs en se lamentant sur la petitesse des affaires humaines ou les réformateurs en proposant quelques mesures destinées à assainir les mœurs politiques, sont presque toujours l'occasion pour tous de convenir en définitive qu'il s'agit de manquements graves aux exigences démocratiques, qui ne compromettent cependant pas la valeur intrinsèque de ces derniers.

Bref, l'*'Etat démocratique'* ne serait pas en cause, seuls le seraient les agissements d'hommes politiques qui en sont indignes. Ce constat fait, la scène politique épurée de ses acteurs scandaleux et le brouhaha indigné de la salle ayant pris fin, la pièce peut se poursuivre selon son cours 'normal'... jusqu'au scandale suivant.

Et si le scandale n'était pas l'exception mais la règle ? S'il n'était pas un accident dans le fonctionnement de l'*'Etat démocratique'* mais au contraire s'il en révélait la substance même ? Car, somme toute, qu'est ce que cet Etat sinon une machine à la tête de laquelle se trouvent placés des hommes (ou des femmes) qui, au mieux, y ont été élu/es mais ne rendent plus compte à leurs électeurs de leurs agissements durant leur mandat, voire ont été tout simplement coopté/es par les précédents ou leurs pairs sans même être jamais passé/es par l'onction du suffrage universel ? Comment voulez-vous que cela n'induisse pas chez la plupart d'entre eux (elles) aussi bien un goût immodéré du pouvoir qu'un sentiment de totale impunité qui ne peut que les inciter à céder à toutes les tentations de corruption (active ou passive) ou de coups plus ou moins tordus pour éliminer leurs concurrents ?



Allons plus loin même. Le scandale n'est-il pas en fait l'*'Etat démocratique'* lui-même ? Qui ne perçoit la dénaturation de la démocratie qu'implique sa réduction au jeu politique parlementaire et partisan, assorti de quelques libertés publiques dont les hommes politiques espèrent bien que les citoyens en useront le moins possible, pour les laisser vaquer tranquillement à leurs affaires ? Qui ne perçoit que la *démocratie* qui, rappelons-le, signifie *le gouvernement du peuple par le peuple et pour le peuple*, ne peut certes pas se réduire à élire périodiquement des dirigeants sur lesquels on perd tout contrôle au moment même où on les a élus ? Qui ne perçoit que, prise dans toute l'exigence de sa signification, la démocratie implique l'autogestion généralisée de la société : *son auto-direction, son auto-organisation et son auto-contrôle par l'ensemble des membres de la société*, en impliquant du même coup la résorption du politique dans le social et la destruction de toute forme étatique (séparée, centralisée et bureaucratisée) de pouvoir politique ? Si bien qu'*'Etat démocratique'* constitue à proprement parler une contradiction dans les termes.

Un vrai 'scandale' en somme, qu'il faudrait placer sous les projecteurs des investigations communales. Et pas seulement pour le présenter comme une aberration sémantique. Mais pour réussir aussi à lui coller le statut de monstruosité politique à éradiquer d'urgence.

Russie : du nouveau dans les mobilisations sociales

Non, il n'y a pas lieu de se désoler de la passivité russe légendaire. Depuis déjà un an désormais des transformations interviennent dans la société russe, qui annoncent une rentrée politique chaude. En pariant un peu sur l'avenir, on pourrait parler de l'émergence de nouveaux mouvements sociaux, qui touchent des pans de plus en plus larges de la population, et surtout, opèrent selon les modes nouveaux du réseau, de l'auto-organisation et des campagnes unitaires.

C'est la réaction de la société face à un pouvoir menant une politique frontalement anti-sociale et monopolisant le système politique institutionnel. Cette remontée de la mobilisation a surtout été visible l'hiver dernier, alors que des milliers de personnes descendaient presque quotidiennement dans la rue, dans presque toutes les villes de Russie, pour protester contre une nouvelle loi qui venait de remettre en cause les droits sociaux (dits "avantages sociaux") de catégories sociales les plus diverses (des retraités aux étudiants en passant par les invalides et les instituteurs). A cette offensive sur tous les fronts, la population a répondu par une résistance de tous les fronts. La dynamique de rassemblement et de coordination a bénéficié d'un coup d'accélérateur. Cet article se propose d'évoquer brièvement les principaux mouvements sociaux en cours de formation.

Réalignements politiques et sociaux

Quelques mots pour commencer sur le contexte plus général. Entièrement contrôlé par le Kremlin (barrières bureaucratiques, lourdes pour les manifs, suppression des élections directes des gouverneurs de région et des maires, impossibilité pratique du référendum, abolition du scrutin uninominal, élévation du seuil d'éligibilité de 5 à 7% pour les partis, normes insurmontables d'enregistrement d'un nouveau parti, répressions policières, etc.), le système politique institutionnel est bloqué. Pour espérer faire partie de l'opposition institutionnelle, il faut accepter, au moins en partie, les règles du jeu du Kremlin. Les acteurs les plus importants de cette opposition, le PC de Ziouganov et «La Patrie» (Rodina) de Rogozine jouent sur le même terrain social patriotique, mais attirent des publics différents, plus conservateur traditionnel pour le PC, plus jeune et carriériste pour «Rodina». Tous deux tentent d'avantage d'instrumentaliser les luttes sociales à

des fins électorales, voire de les neutraliser (quand il y va du maintien des «bonnes relations» avec le pouvoir local), que de les soutenir.

Autre élément pour saisir la nouvelle donne, le pouvoir mène une politique de réformes sociales brutales depuis la réélection de Poutine (remise en cause des «avantages sociaux» ou, plus correctement, des garanties sociales catégorielles, privatisation des services publics, libéralisation des prix des services sociaux, éducatifs et médicaux) qui soulève le mécontentement de la population.

Enfin, la mise en place d'une «société civile» d'opérette (avec création d'organes officiels de la société civile désignés et contrôlés par le pouvoir) rétrécit encore davantage les possibilités institutionnelles de pression ou de contrôle de la société civile sur le pouvoir politique. Cependant ce rétrécissement entraîne une clarification salutaire du champ politico-associatif. Les associations, syndicats, partis politiques, sont amenés à faire clairement leur choix: soit poursuite de la stratégie traditionnelle du lobbying loyal du pouvoir, soit opposition nette (et risquée), qui permet un basculement du côté des luttes sociales.

Les Soviets régionaux de coordinations des luttes

Des Soviets (Conseils) régionaux sont apparus sur la vague de mobilisations de l'hiver 2005, pour coordonner les luttes de catégories sociales diverses contre l'offensive anti-sociale. Très vite, ces coordinations régionales ont ressenti le besoin d'établir des liens horizontaux entre elles. Lors du Forum social de Russie en avril 2005, les représentants de ces soviets régionaux ont fondé un nouveau réseau interrégional, l'Union des Soviets de Coordination (SKS) de Russie.

Dans chaque région, les Soviets de coordination des luttes regroupent des associations diverses, syndicats, organisations politiques et individus. Unissant au départ 9 coalitions régionales (parmi les plus actives, citons Ijevsk et Perm dans l'Oural, Saint-Petersbourg, Tomsk et Omsk en Sibérie), ce réseau relie aujourd'hui une vingtaine de régions. Et il a élargi sa sphère d'intervention bien au-delà du seul problème de suppression des «avantages sociaux», agissant désormais sur le terrain des droits du travail, du logement, de l'écologie, etc.

Les deux principaux leaders et anima-

teurs du réseau sont Andreï Konoval (jeune journaliste d'un journal d'opposition à Ijevsk, de mouvance social-démocrate) et Anastasia Maltseva (jeune trotskiste *pasionaria* de Perm, appartenant au Parti révolutionnaire ouvrier RRP). Les tâches de secrétariat et de coordination technique sont assumées par les militants de l'action collective (IKD). Une conférence interrégionale a eu lieu en juillet à Perm, qui a réuni une centaine de militants. Il y a été décidé de mettre l'accent, dans le programme d'action à venir, sur la campagne pour la défense des droits liés au logement.

Le Soviet de solidarité Sociale (SOS)

A la différence du réseau évoqué plus haut, cette coalition regroupe des associations et syndicats panrusses (syndicats alternatifs surtout, défenseurs des droits de l'homme, associations d'invalides, de victimes des radiations de Tchernobyl, organisations de retraités, etc.).

Créée à l'été 2004, contre le projet de loi sur la remise en cause des «avantages sociaux» catégoriels, cette coordination, initiative partie de la capitale, est moins bien ancrée dans les régions que l'Union des soviets régionaux de coordination (SKS). Mais les deux réseaux collaborent entre eux sans problème.

Les leaders amateurs de ce réseau sont Oleg Shein (député de la Douma d'Etat, leader du Parti du travail et du syndicat «Zachita Truda»), Lev Ponomarev (dirigeant du mouvement «Pour la défense des Droits de l'Homme») et Viatcheslav Kitaev (chef de file des «victimes de Tchernobyl» dans l'opposition au pouvoir). Elle a largement contribué à la coordination de la campagne de protestation de l'hiver 2005 et à l'organisation du Forum social de Russie, qui a été un grand succès à l'échelle russe puisque sans moyens ou presque, se sont réunis à Moscou plus de 1000 représentants d'une centaine d'organisations.

SOS a également fourni aux oppositions internes à certaines organisations un espace de solidarité leur permettant de tenir tête à la politique de compromis choisie par la direction d'organisations connues pour leur loyauté à l'égard du pouvoir (notamment l'association panrusse des invalides). Ce conseil, en tant que tel, n'est plus très actif aujourd'hui, mais les relations d'entraide entre organisations se maintiennent, et le réseau pourrait être remobilisé lors d'une prochaine campagne.

Le Front de gauche

Annoncé au Forum social de Russie, le Front de gauche a été lancé en juin par une conférence nationale d'où est sorti un comité d'initiative qui travaille à la préparation d'un Congrès fondateur pour octobre. L'idée est de fonder un large mouvement de gauche à l'idéologie (presque) révolutionnaire (l'appel parle de rupture avec le système capitaliste) et clairement internationaliste qui rassemblerait les organisations de gauche déjà existantes, des militants non affiliés et les Soviets régionaux nouvellement apparus. Les leaders initiateurs de ce projet sont nia Ponomarev (membre critique du PC de Ziouganov au passé de businessman) et Boris Kagarlitski (directeur de l'Institut des problèmes de la mondialisation, IPROG). Le projet paraît attractif en ce qu'il répond au besoin de renouveler la gauche russe sur la base d'un net refus du système politique institutionnel, du rejet du système libéral et capitaliste (et donc de la «révolution orange» de type ukrainien) et d'une convergence avec les luttes sociales. Le problème est qu'il vient un peu tôt, les mouvements sociaux ne s'étant pas encore clairement définis politiquement et les grandes organisations politiques de la gauche traditionnelle n'étant pas suffisamment affaiblies pour qu'on puisse assister à des départs massifs de militants vers ce Front de gauche. C'est ce qui explique que, pour l'instant, ce Front rassemble surtout des individus, les Soviets et les partis politiques dans leur ensemble n'y ayant pas adhéré. Mais les efforts d'Uia Ponomarev, qui a multiplié les séjours dans tous les camps de la jeunesse de gauche de cet été, pour convaincre en premier lieu les jeunes communistes d'intégrer le mouvement, pourraient porter leurs fruits cet automne.

L'explosion des initiatives de base

On observe également ces derniers temps une multiplication des luttes locales sur des enjeux très concrets et pragmatiques (contre la construction d'un immeuble ou d'un parking dans l'aire de récréation du quartier, contre les expulsions des habitants de foyers de travailleurs, contre des cas concrets de répressions policières, etc.). Souvent intégrées aux Soviets locaux là où ils sont le plus dynamique, ces initiatives commencent à se coordonner entre elles.

Sont en train de se mettre en place, par exemple, des coordinations d'habitants des foyers de travailleurs, d'abord à l'échelle d'une ville (Moscou par exemple), puis entre les villes. Ce travail de mise en réseau est effectué par les habitants eux-mêmes, mais souvent avec l'aide active des militants politiques de gauche ou centre-gauche qui, pour beaucoup d'entre eux (surtout les jeunes) opèrent une nette réorientation d'un militantisme radical purement politique et

idéologique à un engagement dans les luttes sociales concrètes.

La constellation syndicale

Les syndicats peinent à intégrer les mouvements sociaux, pour des raisons en grande partie objectives. N'évoquons la Confédération officielle traditionnelle (FNPR) que pour dire que sa direction est entièrement passée dans l'orbite du pouvoir et qu'à l'exception (réelle) du syndicat des enseignants, les autres syndicats FNPR se montrent très passifs.

Quant aux syndicats alternatifs, la réforme de la législation du travail accroît la pression patronale et les oblige à se concentrer sur les conflits du travail au sens strict dans le cadre de l'entreprise. Plusieurs syndicats alternatifs ont ainsi engagé un bras de fer avec la direction pour la négociation des accords d'entreprise: Ce fut le cas, par exemple, des contrôleurs aériens. C'est le cas actuellement des dockers de St-Petersbourg (en grève du zèle depuis début août, passés aujourd'hui en grève partielle) et ce sera bientôt le cas des syndicats autonomes du rail.

Malgré tout, on observe des changements dans ce secteur également. Il y a des rapprochements, par exemple avec la création de la Fédération des syndicats de Russie (FPR), sorte de «Groupe des 10» en version russe. Il y a des tentatives de s'inscrire dans des campagnes communes avec d'autres acteurs sociaux (la campagne sur les «avantages sociaux» par exemple). Il y a une présence, même peu active, dans les coordinations régionales et nationales (les différents soviets).

Il y a des recherches de débouchés politiques. Le projet du Parti du travail, basé essentiellement sur les syndicats alternatifs, a malheureusement tourné court (il s'est vu refuser l'enregistrement officiel), mais le réseau du PT demeure en place et fonctionne comme réseau mobilisable lors d'actions communes. Le problème est que les leaders syndicaux, habitués aux négociations réglées, aux plans d'action procéduriers et à l'organisation très formalisée, restent assez étrangers aux modes de mobilisation moins réglés (désordre chaleureux du Forum social, campagnes coordonnées avec les moyens du bord, etc.).

Mais la rencontre entre le mouvement syndical et le mouvement social s'opère déjà avec efficacité dans certaines régions.

Priorité de la cause du logement

Dès à présent se prépare la campagne qui s'impose comme prioritaire à la plupart des réseaux présentés ci-dessus: la défense du droit au logement et des autres droits liés au logement. Ce choix s'explique par la réforme récente du code

Appel à solidarité

Je me permets de lancer un appel aux bonnes volontés. Comme il apparaît relativement clairement de ce tour d'horizon, les réseaux militants souffrent tous du manque de moyens. Ils financent leurs activités et campagnes par des dons individuels ou collectifs irréguliers. J'insiste surtout sur la nécessité d'aider les coalitions régionales de base. Pour toutes propositions ou idées de soutien, écrire à: info@ikd.ru

du logement et par les réformes en cours (selon la logique de la privatisation et de la libération des prix) du système de gestion des habitations ainsi que des services communaux et de leurs tarifs. Les Soviets ou coalitions régionales ont déjà démarré la campagne en organisant des réunions de quartier cet été. Des comités d'habitants se montent et parfois se coordonnent entre eux, avec l'aide de militants. Les comités d'habitants des foyers de travailleurs contre les expulsions ont organisé plusieurs actions et préparent une grande initiative commune à l'automne.

Les centres de ressources de Moscou (IPROG et IKD) fournissent du matériel de formation et d'information à destination de la population et des militants. Un séminaire interrégional sur les problèmes de logement va se tenir début octobre à Ijevsk, pour assurer la formation des militants et fixer les grands rendez-vous des actions communes à mener. Cette campagne n'aboutira peut-être pas à l'explosion sociale de l'hiver 2004-2005, mais permettra sûrement d'élargir le réseau.

Parmi les autres thèmes de campagne, il faut citer la réforme de l'éducation, contre laquelle s'organisent une partie des syndicats, recteurs et enseignants (en particulier au travers de la coalition «Education pour tous!» animée par le député communiste Oleg Smolin) et une partie des étudiants (en particulier le «réseau protestataire étudiant» réunissant de nouveaux syndicats étudiants, des groupes de jeunes militants et certains syndicats étudiants traditionnels).

Même si l'efficacité et la pérennité de ces mouvements est loin d'être certaine, une chose est assurée: les acteurs et les modes de mobilisation connaissent une réelle transformation et apparaissent plus adaptés aux conditions nouvelles des luttes sociales, ce qui ne peut aboutir à terme que sur un renforcement des mouvements sociaux.

Carine Clément

(sociologue et militante à l'Institut de l'action collective)

La préhistoire du capital

Non, la " mondialisation " ne date pas d'aujourd'hui ni même d'hier : elle est vieille d'au moins cinq bon siècles ! Non, elle n'est pas seulement la phase finale du capitalisme, elle en est aussi la phase initiale : elle n'est pas seulement le résultat du développement historique du capitalisme, mais encore son point de départ ! Non, elle ne concerne pas seulement l'économique: elle est et a toujours été aussi sociale, politique, culturelle et même aujourd'hui plus que jamais écologique.

Ces quelques idées, simples mais fortes, constituent les lignes directrices de la relecture que j'ai entamée du devenir-monde du capitalisme : du processus historique par lequel le capitalisme s'est développé, en s'élargissant au monde entier, tout en le transformant sans cesse selon ses exigences, à la fois permanentes et constamment renouvelées. Etant donné l'ampleur de la réalité historique-mondiale que je me propose de parcourir, cette relecture est destinée à se déployer sur quatre ouvrages. Chacun de ces ouvrages est cependant pourvu d'une forte autonomie, en traitant d'une période et d'une problématique à chaque fois spécifiques. Il pourra donc être lu indépendamment des autres ouvrages de la série.

Le premier de ces ouvrages, intitulé *La préhistoire du capital*, revient sur la question des origines du capitalisme. En prenant appui sur l'esquisse par Marx d'une triple lignée historique, distinguant les sociétés 'asiatiques', les sociétés antiques méditerranéennes et les sociétés européennes médiévales, j'ai cherché à comprendre pourquoi ce n'est qu'au sein du féodalisme, européen mais aussi japonais, que ce rapport de production si singulier qu'est le capital a pu voir le jour et entamer son développement, jusqu'à se mettre en état de partir à la conquête du restant du monde. Cela m'a conduit notamment à mettre à bas toute la légende bourgeoise, mise en forme par le libéralisme dès le XVIIIe siècle, et depuis lors reprise par la plupart des historiens, économistes et sociologues, d'un capitalisme qui serait né sous le seul effet de l'extension de la sphère des rapports marchands, en montrant la part décisive qu'y ont pris les processus politiques, au premier rang desquels figurent évidemment les luttes de classes mais aussi l'édification des embryons d'Etats modernes.

A l'heure où le capitalisme semble triompher mondialement, où il a en tout cas achevé sa course historique en s'emparant de la planète entière, ressaisir l'ensemble de sa trajectoire, ses grandes étapes et ses grandes pulsations, réévaluer de quel prix aussi elle s'est payée pour l'ensemble des sociétés humaines, n'est pas un luxe inutile. C'est un détour nécessaire pour qui veut comprendre le monde capitaliste actuel, ses fractures et ses contradictions, les menaces mais aussi les possibilités qu'il recèle, dans le but de le transformer dans le sens de l'émancipation de l'humanité actuelle des fers capitalistes qui l'asservissent et l'avilissent.

Alain Bihr

L'ouvrage "**La préhistoire du capital**" paraîtra aux *Editions Page deux* cet automne. Au format de 24 cm sur 15 cm, il avoisinera les cinq cents pages. Il sera mis en vente en librairie début novembre au prix de 40 €. D'ici au 15 octobre cependant, les *Editions Page deux* lancent une souscription qui permet d'acquérir l'ouvrage au prix réduit de 29 € seulement, port inclus. Pour bénéficier de cette souscription, il suffit d'envoyer :

- le coupon réponse ci-dessous aux *Editions Page deux* par voie électronique à : page2@fastnet.ch ; ou par voie postale à :

Editions Page deux

Sévelin 28

Case Postale 34

CH - 1000 Lausanne 20

- un chèque de 29 € (multiplié par le nombre d'exemplaires) libellé à l'ordre de "*A Contre-Courant*", en mentionnant : "*Souscription Alain Bih*", et adressé à :

A Contre-Courant

BP 2123

68060 MULHOUSE Cedex

ATTENTION ! Ne confondez pas les deux adresses postales, celle à laquelle il vous faut envoyer éventuellement le coupon réponse et celle à laquelle il vous faut envoyer le chèque.

L'assurance est donnée au souscripteur que son chèque ne sera débité qu'à l'envoi de l'ouvrage.

L'information faite autour de la parution d'un tel ouvrage - et de l'existence d'une souscription - va dépendre en partie des bonnes volontés militantes.

Donc, si vous le pouvez, merci de signaler aux *Editions Page deux* les NOM, Prénom, Adresse postale (et éventuellement Adresse électronique) de personnes qui pourraient être intéressées par cet ouvrage et cette souscription.

Si possible, merci aussi de photocopier cette page et de la diffuser autour de vous.

En adressant un courriel à : courrier@acontrecourant.org vous pourrez obtenir une version électronique de cette page pour l'envoyer à d'autres personnes.

----- COUPON REPONSE (à adresser aux *Editions Page deux* à Lausanne) -----

Je soussigné : _____ domicilié à : _____

déclare souscrire exemplaire(s) de l'ouvrage d'Alain Bih, "*La préhistoire du capital*", à paraître à l'automne 2006 aux *Editions Page deux*.

J'adresse par ailleurs un chèque d'un montant de € en règlement de cette souscription à : A Contre Courant BP 2123 68060 MULHOUSE Cedex (chèque à l'ordre de : "*A Contre Courant, souscription Alain BIHR*")

Signature

(Éventuellement) liste de personnes intéressées :

NOM	Prénom	Adresse postale	(éventuellement) Adresse électronique
-----	--------	-----------------	---------------------------------------

Réflexions autour du mouvement anti-CPE du printemps

Il n'y a guère que les démagogues qui n'ont ni vu ni compris que la lutte anti-CPE ne s'arrêtait pas au seul contrat de première embauche, mais s'intégrait dans un mouvement de contestation beaucoup plus large: le refus de la précarité qui, pour des jeunes ayant fait l'effort d'études longues comme pour celles et ceux laissés sur le bord du chemin éducatif et formatif, devenait le lot général d'entrée dans la vie active. Il y eut d'abord le CNE (contrat nouvelle embauche) mis en oeuvre l'été dernier sur simple ordonnance du Premier ministre, en direction des entreprises de moins de vingt salariés dont on sait qu'un dixième seulement des contrats signés (environ 300 000) ont permis la création d'emplois et dont on sait aussi l'utilisation qu'en ont fait certains employeurs lors de licenciements abusifs. C'est maintenant le CPE (contrat première embauche) d'une durée de deux ans, destiné aux jeunes de moins de 26 ans, au profit des entreprises comptant plus de vingt employés, avec comme disposition particulièrement scandaleuse le possible renvoi à tout moment sans motif déclaré, agrémenté d'un salaire médiocre et qualifié cyniquement de CDI.

Ces dispositifs parfaitement complémentaires, soit-disant destinés à contrer le chômage des jeunes et moins jeunes s'inscrivent en fait dans une démarche pilotée par le patronat (le MEDEF) et mise en application par le pouvoir. En ce sens ils font suite à toutes les mesures déjà existantes, ou remplacées, depuis pas mal d'années, avec les résultats qu'on connaît: un volant de chômeurs - l'armée de réserve du capital - tournant autour de 10% de la population active et s'y maintenant. Impossibilité de réduire ce taux ? Non, volonté ignoble de le maintenir dans des marges estimées acceptables, c'est-à-dire non susceptibles de provoquer la révolte, de manière à faire pression sur les salaires en les tirant vers le bas. Car c'est bel et bien là que se situe le fond de l'affaire. Le MEDEF et le gouvernement n'ont nullement pour objectif la baisse du chômage, celle-ci devant normalement résulter d'un mouvement mécanique par le remplacement des départs en retraite de très nombreux travailleurs issus du "baby-boom" d'après guerre. Cette baisse pourrait se traduire par un taux de chômage à 8%, et même 7% de la population active. Les jeunes arrivant ainsi sur le marché du travail seraient en droit et en mesure d'exprimer des exigences: salaires, conditions de travail qui pourraient sérieusement contrecarrer la ligne générale de la politique libérale du patronat et de son relais gouvernemental. Le véritable objet de leurs dispositifs successifs réside uniquement dans leur vo-

lonté de freiner le recul du chômage et de contrer ces éventuelles exigences. L'aspect pervers de ce qui ressemble fort à de l'exploitation et qui s'inscrit dans la durée, masque, en dépit des belles paroles, la fragilisation, délibérée et non reconnue bien sûr, mais croissante, des droits des salariés et de leurs revendications. A ces contrats faut-il ajouter d'autres techniques phares toutes destinées à contribuer à freiner cette baisse du chômage: l'allongement de la journée, de la semaine, de l'année de travail; le recul de l'âge de départ en retraite: 40 annuités, bientôt 41 puis 42; un CDD "vieux" pour les chômeurs de 57 à 60 ans en doublette de deux fois 18 mois. Toutes ces dispositions, et d'autres encore, visent à retarder massivement les départs à la retraite, et donc à fermer les postes auxquels peuvent prétendre les jeunes qui se retrouvent ainsi massivement sans emploi.⁽¹⁾

Aveuglement et entêtement

La cécité et la surdité du gouvernement et de l'Etat ont rendu un fier service au mouvement étudiant à l'origine de la lutte, rejoint par les lycéens et par les salariés, se radicalisant les uns et les autres. L'acharnement du pouvoir à vouloir passer en force a fait prendre conscience à ces jeunes - demain les adultes devant faire "tourner la machine" - que la démocratie bourgeoise dont se réclament tant les politiques n'était qu'un leurre. Est-ce démocratique en effet que d'imposer des mesures anti-populaires sans avoir débattu avec les forces vives du pays, et, une fois celles-là entérinées par les artifices procéduriers, déclarer qu'on va engager le dialogue ?

Ce qu'ont compris les jeunes surtout, c'est qu'ils allaient faire les frais, dès leur entrée en activité professionnelle, des aléas, des avatars du libéralisme destructeur des réglementations et législations sociales, du code du travail, et qu'ils pourraient très bien n'être considérés que comme objets corvéables et jetables, pour le plus grand profit des entreprises et pour servir les dividendes aux actionnaires dans un système pourri où une minorité de nantis veut imposer la loi de l'argent à une majorité de travailleurs en voie de paupérisation accélérée. "L'égalité des chances" dont se targue M. Galouzeau de Villepin, se traduira par des inégalités de plus en plus marquées entre celles et ceux auxquels elle est destinée et plus généralement entre le monde des salariés et celui des patrons.

Ce que la jeunesse ne supporte pas, c'est la démagogie, le mensonge, la tromperie, l'autoritarisme, bref les manœuvres dont font preuve les déci-

deurs dans leur volonté de passer en force. Elle a parfaitement exprimé ce rejet; parfois dans l'humour, toujours avec la plus grande détermination, une ténacité exemplaire et une créativité surprenante dans ses opérations "coups de poing", ciblant parfaitement les objectifs, embarrassant droite et gauche confondues ainsi que les appareils syndicaux.

Le PS au secours de Villepin

Le recours au conseil constitutionnel (CC) par le PS sur la loi sur l'égalité des chances et notamment de son article 8 traitant du CPE devait rendre un fier service au gouvernement et conforter Villepin dans son intransigeance. On peut d'ailleurs se demander pourquoi Hollande ne s'y était déjà pas engagé lors de la mise en oeuvre du CNE, en tous points semblable au CPE. Serait-ce parce qu'il n'y eut que peu de mobilisation l'automne dernier contre le CNE et que, dès lors, les socialistes ne pouvaient jouer la carte de la récupération, avec en toile de fond les prochaines présidentielles? La crainte du PS, et il faut bien le dire, des appareils syndicaux, devant l'apparition des "casseurs" bousculant le bon déroulement des manifs, était de voir le mouvement de rejet du CPE leur échapper, en même temps qu'ils constataient sa généralisation et son durcissement. Pour le PS il s'agissait de ramener le problème dans l'hémicycle, d'où sa proposition d'une deuxième lecture - comme s'il y en avait eu une première, Villepin ayant usé du 49/3 permettant d'entériner le projet sans débat. Les conclusions du CC déclarant la loi conforme à la constitution, sans réserve, ne fut nullement une surprise. Pouvait-il



en être autrement quand on sait que la majorité des membres qui composent cet honorable conseil sont nommés par Chirac et ses amis et que ce digne conseil a interdit toute possibilité de poursuite contre l'actuel locataire de l'Élysée, dès son élection, pour des faits présumés de corruption quand il était maire de Paris. S'il y en eut une - merci les media! - ce fut plutôt, quelques heures avant que le "verdict" soit rendu, d'entendre quasiment sa teneur, au point qu'une heure avant l'allocution de Chirac, les jeunes étaient déjà rassemblés sur les places des grandes villes pour huer le discours présidentiel, lui-même à demi connu à l'avance, la confusion exceptée.

Le sentiment qui a pu prévaloir, après la promulgation de la loi, synonyme de soutien apparent au premier ministre, en réalité désaveu tacite, fut que le pouvoir, exécutant du MEDEF, engageait une épreuve de force, laissant présager des mesures coercitives près des jeunes, lycéens et étudiants, des universitaires, des profs - personne n'a oublié les menaces du sinistre de Robien mais aussi, de manière plus large, de tout manifestant rejetant un autoritarisme exprimant une fracture totale entre décideurs minoritaires arguant d'une légitimité qu'ils n'avaient plus, et se cachant sous le masque de la démocratie parlementaire, leur dernier alibi - "ce n'est pas la rue qui gouverne" - et la majorité d'une population ne leur faisant plus confiance (80% des Français sondés se sont prononcés contre le CPE). Si on en est resté aux seules paroles guerrières, c'est que la France n'est pas la Biélorussie. La compréhension et le soutien populaires ne sont certainement pas étrangers à cette relative mansuétude. Bref, poussé dans ses retranchements, balbutiant malgré ses coups de gueule, le pouvoir ne pouvait plus camoufler son embarras et atermoyait sur la manière de sortir du guêpier, sans trop perdre la face, tout en voulant préserver l'essentiel. Je reviendrai sur ce point.

Et la grève générale ?

Elle fut la grande méconnue de ces nombreuses semaines de lutte. De journées d'action en journées d'action, à part dans certains syndicats d'étudiants et sur quelques banderoles, on n'entendit ni ne vit un tel franc mot d'ordre de la part des confédérés syndicales, si ce n'est de la bouche de Thibault, comme en écho. Il en a résulté une rapide désaffection des salariés grévistes. N'eussent été la puissance et la détermination des étudiants et des lycéens, le mouvement se fut essoufflé plus tôt. Certes la grève générale ne se décrète pas. Mais quand les circonstances s'y prêtent - il faut remonter à 95 pour retrouver une situation "subversive" aussi forte - elle s'annonce, se prépare, ensuite les acteurs décident par et dans leurs actions. Encore faut-il que tout le monde s'y mette, tous ensemble. Or force est de constater que la grève interpro du 4 avril n'eut pas tout à fait l'ampleur de celle du 28 mars. Ce défaut d'appel à la grève générale est un signe qui ne pouvait pas tromper: le relais devait passer aux mains des "spécialistes". On veut discuter du retrait du CPE, disaient les Thibault, Chérèque et autres Mailly, même si le premier d'entre eux laissait entrevoir une nouvelle journée le 11 avril - on sait ce qu'elle fut, impulsée par les seuls jeunes les plus engagés.

Le dessaisissement de Villepin et le renvoi du dossier du CPE à l'UMP chargée de concocter une sortie "honorable" du borbier, avec à la clé la charge de remplacer l'article 8 (CPE) par un dispositif beaucoup plus souple et donc acceptable - le pouvoir n'a jamais formulé le mot "retrait" - a totalement désamorcé la bombe. Tous les opposants au CPE ont alors crié victoire. Dans ces conditions, et devant les échéances des examens, la pression ne pouvait que retomber. Quant aux salariés, ils avaient déjà réintégré leurs bureaux ou leurs ateliers.

Une vigilance indispensable

Ce nouveau dispositif comporte un risque, bien perçu par la jeunesse la plus consciente. C'est que si le CPE en l'état de l'article 8 est mort, la loi sur l'égalité des chances, la si mal nommée, elle, ne l'est pas. Elle a été déclarée constitutionnelle et promulguée. Elle peut donc être appliquée à tout moment. Or elle comporte des dispositions inacceptables comme la possibilité pour les plus démunis de travailler dès l'âge de 14 ans et le travail de nuit à partir de 15 ans. Exit donc l'obligation scolaire jusqu'à 16 ans. C'est un fantastique recul et un retour à l'époque

Une coordination nationale des lycéens et des étudiants s'est réunie à plusieurs reprises avril, rendant public à chaque fois une synthèse de ses travaux. Nous publions ci-dessous des extraits des textes produits des week-end des 1^{er} et 2 avril à Lille, des 8 et 9 avril à Lyon et des 22 et 23 avril à Bordeaux.

On y mesurera la lucidité et la pertinence politique atteinte par les jeunes engagés dans le mouvement anti-CPE. Comme on le verra, leurs analyses et leurs propositions n'avaient rien à voir avec celles des dirigeants d'organisations syndicales et étudiantes qui avaient accès aux médias.

On devine ce que doit être aujourd'hui l'amertume de ces jeunes quand Thibault - pour ne citer que son exemple - récupère tout avec la complicité des médias, en réussissant à faire croire que c'est sa stratégie qui est à l'origine de ce qu'il s'efforce d'appeler une "grande victoire", dont il s'attribue bien sûr le mérite. Cela lui a permis de triompher à son congrès. Et, plus grave, cela lui permettra peut-être de redonner quelque crédibilité à sa ligne de collaboration de classe.

Extraits des textes produits par la coordination nationale étudiante et lycéenne :

1^{er} et 2 avril à Lille

Nous, étudiants et lycéens délégués de 114 établissements d'enseignement supérieur et de nombreux lycées mobilisés, réunis en Coordination Nationale, à Lille, les 1^{er} et 2 avril 2006, réaffirmons notre détermination à construire un mouvement d'ensemble contre la précarité et continuer la grève et le blocage jusqu'au retrait de la Loi sur l'Égalité des Chances (LEC), dont le CPE est un amendement et du CNE. CPE, CNE, contrats seniors, leur volonté c'est d'étendre encore et de légaliser la précarité pour tous en mettant en place le contrat de travail unique. Chirac prétend avoir écouté nos attentes. C'est un mensonge

[...] Les journées du 7 mars, du 18 mars, le succès historique du 28 mars, montrent que des millions de salariés sont disponibles pour lutter, reprennent confiance dans leurs forces, dans leurs possibilités de gagner.

[...] Les journées d'action ne sont utiles que si leur objectif affiché est de construire la grève générale, seul moyen de faire reculer le gouvernement. C'est pourquoi nous appelons à la grève générale reconductible dès le 4 Avril. Nous sommes conscients des difficultés pour la construire. Le mouvement étudiant n'est pas parti d'un seul coup : ce sont d'abord les étudiants de Rennes qui ont fait le pari que leur grève ferait tâche d'huile et qui ont bloqué leur université, seuls pendant une semaine. Il en ira de même chez les salariés.

[...] Nous nous engageons à soutenir le mouvement des salariés. Nous sommes disponibles pour toute action commune qui aide à construire la grève. Nous souhaitons que partout se tiennent des Assemblées Générales (AG), qui permettent de décider démocratiquement des moyens d'action et des revendications.

8 et 9 avril à Lyon

[...] Si le gouvernement supprime la loi dite sur l'Égalité des Chances et le CNE, ce sera une première victoire pour le mouvement. Cela montrera que le rapport de force est en notre faveur. Il faudra alors profiter de la brèche ouverte pour imposer, avec les salariés, les sans-papiers et les précaires, nos autres revendications. L'ensemble de la LEC (apprentissage à 14 ans, travail de nuit dès 15 ans, suppression des allocations familiales sous des prétextes divers, stages dans la police et l'armée pour les jeunes considérés comme de futurs délinquants...) constitue une attaque contre la jeunesse, les pauvres et les travailleurs.

[...] Nous exigeons le retrait total de la LEC et du CNE. La Coordination Nationale de Lyon rappelle par ailleurs qu'au-delà de ces revendications, elle déplore tous les projets allant dans le sens d'une accentuation de la précarité, et notamment le projet de loi CESEDA qui considère les immigrés comme des êtres humains

des maîtres de forge. De plus, rappelons-le, le CPE n'est que le complément du CNE, bien opérationnel, lui. Autrement dit, l'abandon du CPE ne doit être qu'un "épisode", comme l'expliquait un étudiant au soir du baroud d'honneur du 11 avril. Il est nécessaire maintenant de s'attaquer à l'ensemble de la loi. Comme son abrogation est exclue, c'est donc pièce par pièce qu'il faut la détricoter. Cette loi s'insère dans une longue liste de mesures destinées, depuis des années, à démanteler les "contraintes insupportables", comme disent les patrons, liées à l'embauche. De fait tout tourne autour de la flexibilité que réclament à cor et à cri les chantres du libéralisme économique malades des "rigidités" liées au droit du travail, et dont sont champions nos voisins les Anglais, depuis les années blairistes, qui peuvent licencier sans justification dans les deux premières années. Il existe aujourd'hui en France pas moins de dix-sept contrats atypiques mis en oeuvre depuis des années avec le bilan que l'on sait: 10% de chômeurs, précarité accrue...

A la différence des premiers dispositifs qui avaient associé les représentants syndicaux des salariés, ce qui avait valu à certains la qualification de "syndicats d'accompagnement" (pensons à la CFDT sur la contre-réforme des retraites), le CNE et le CPE ont été élaborés à leur barbe et sans réels débats parlementaires (ordonnance pour le premier, 49/3 pour le second). Pour notre Galouzeau de service, la loi du tsar prime celle de la démocratie, même bourgeoise. Cette arrogance a été la goutte d'eau qui a fait débordé la coupe. Et il faut savoir gré aux jeunes d'avoir été les premiers à crier : assez !

Mais il serait illusoire de penser que le pouvoir et la droite qui le détient ont renoncé. Ils chercheront des failles et trouveront d'autres artifices pour contrer la bataille perdue, temporairement. D'où la nécessité de la vigilance. Si les deux contrats entérinent l'arbitraire patronal, c'est parce qu'ils participent, à la grande satisfaction du MEDEF, de l'UNICE, et plus loin de l'OCDE, au bon déroulement d'un libéralisme mondialisé en plein essor. La France, perçue comme le mauvais élève dans cette phase actuelle du capitalisme, se montre ainsi comme le pays de la résistance. Ce n'est pas pour rien qu'elle fut, pendant ces événements, le point de mire des pays voisins.

Etudiants, lycéens, salariés, chômeurs, ont montré leur capacité, leur force. Leur résistance, leur combat doivent se poursuivre sur des terrains aussi variés que l'immigration (les lois CESEDA initiées par Sarko le fanfaron, l'"immigration choisie"), le projet de prévention de la délinquance, etc. tous dispositifs autoritaires, discriminatoires, inégalitaires au même titre que la loi sur la prétendue égalité des chances. Les événements du printemps ont ravivé l'espoir par la confiance retrouvée. Unissons-nous pour pousser le bouchon plus loin, par la répétition des coups de bélier, en direction d'une société libérée et auto-organisée.

Dernier point

La politisation des jeunes a pu surprendre nombre de ceux qui ne voyaient qu'une jeunesse sans histoires, près de ses études. Ils ont beaucoup gagné dans la prise de conscience de la réalité du monde actif qui les attend. Leurs pratiques quotidiennes pour lancer, gérer, étendre dans l'espace et le temps leur lutte ne sont pas sans rappeler celles de 95, voire celles de mai 68, l'idéologie sans doute en moins: AG, débats fournis et tendus, coordinations, liens avec les syndicats, démocratie et actions directes... Ils ont démontré leur maturité politique et sociale, notamment par le choix des objectifs de leurs opérations coups de poing, toutes axées sur l'économique. Puissent-ils demeurer dans cet état d'esprit dans leurs futurs combats.

J.F.

(1) Voir Gérard Filoche dans "L'Emancipation Sociale" n°41, janv/fév. 06, p. 7-8. Abonnement : 12 euros. Chèque à l'ordre de "Les Amis de l'Emancipation Sociale", 29 rue de la Libération, 70290 CHAMPA-

jetables.

[...] Notre priorité absolue est de contribuer à la mobilisation des travailleurs : c'est maintenant le moment d'y aller tous ensemble. Il faut convaincre directement, par des diffusions de tracts, des discussions et des assemblées générales jeunes/salariés que le seul moyen de gagner sur nos revendications, c'est la grève générale reconductible. Nous appelons les salariés à ne plus attendre un premier secteur qui se mettrait en grève pour entraîner les autres : ce secteur, c'est la jeunesse en lutte depuis deux mois. Dans cette perspective et pour franchir une nouvelle étape dans la mobilisation, nous appelons les syndicats à rompre immédiatement toute négociation et à appeler immédiatement à des manifestations régionales et à la grève générale jusqu'à satisfaction de nos revendications.

[...] Le rapport de force que nous construisons permet d'obtenir aussi des victoires rapides sur le plan local. Nous soutiendrons toutes les revendications des salariés et des précaires en lutte. Le mouvement que nous construisons est capable, après des années de défaites, d'inverser la balance, de changer le rapport de force.

22 et 23 avril à Bordeaux

[...] La mobilisation a imposé un recul au gouvernement en l'obligeant à remplacer le CPE. Depuis 1995, c'est la 1ère fois qu'une mobilisation permet d'obtenir un tel recul d'un gouvernement.

[...] Seul le mouvement de lutte qui est légitime pour signifier la victoire ou la défaite de la lutte. Nous exigeons des directions syndicales qu'elles rompent toute négociation avec le MEDEF et le gouvernement.

[...] Quoi qu'en disent les médias et les directions syndicales, nous n'avons pas gagné sur l'ensemble de nos revendications. Nous continuons à nous battre, notamment pour le retrait de l'intégralité de la loi sur l'égalité des chances (LEC), du CNE, du projet de loi CESEDA

[...] Par le recul que nous avons imposé au gouvernement sur la question du CPE, nous avons prouvé que seule la lutte paye, et la confiance des jeunes et des travailleurs dans leurs propres forces, dans la mobilisation collective a augmenté. La grève reconductible avec blocage, les manifestations massives, l'unité réalisée entre la jeunesse et les salariés créant la menace de grève générale des travailleurs et les actions ont donné sa force à notre mouvement.

[...] L'unité réalisée de tous ceux qui partagent les mêmes intérêts : lycéens, étudiants, précaires et salariés doit être considéré comme un acquis de ce mouvement.

[...] Un autre acquis est le développement dans la jeunesse de la conscience que notre force est dans la rue, que seule la lutte organisée démocratiquement paye, que nous n'avons rien à attendre des institutions. Ceci nous permet de mener depuis près de 3 mois, une lutte exemplaire. Nous n'avons pas attendu le résultat du Conseil Constitutionnel, nous ne nous sommes pas arrêtés aux dix déclarations en 2 mois de Chirac, nous n'avons pas cédé à la répression policière, judiciaire et administrative. Nous nous sommes au contraire, organisés démocratiquement, en assemblées générales, en comité de mobilisation, et nationalement à travers les coordinations nationales unitaires. Aujourd'hui l'unité doit également perdurer sous la forme de réflexions globales sur les enjeux économiques sociaux et politiques.

[...] Notre lutte a révélé une crise sociale et politique. Il ne s'agit pas d'un accès de fièvre ordinaire, mais d'une manifestation de la crise de tout le système social. La logique capitaliste est mise au ban des accusés. Le capitalisme ne peut donner aucune réforme sociale positive. Bien plus, il est même contraint de démanteler les anciennes conquêtes sociales. Tous les lamentables chefs de la droite et de la gauche gouvernementale mènent avec des nuances de méthode la même politique au service d'un système économique prédateur.

[...] Nous appelons au maintien des comités de mobilisation comme organe de lutte unitaire.



Dans le cadre de nos échanges avec la revue "Alternative Libertaire", nous publions ici l'édito du n° 151 (mai 2006) de ce mensuel. Pour s'abonner un an (11 numéros) : 25 euros. Chèque à l'ordre d'"Alternative libertaire" BP 295 75921 PARIS cedex 19: www.alternativelibertaire.org "Alternative Libertaire" est aussi disponible dans les maisons de la presse des villes grandes et moyennes, ainsi que dans les gares parisiennes.

CFDT - UMP

Une fois n'est pas coutume. On publie ci-dessous des extraits du blog de François Fillon ! Oui, vous avez bien lu : il s'agit bien de l'ex ministre, aujourd'hui bras droit de Sarkozy, et à l'origine en 2003 de l'une des plus terribles régressions sociales de ces dernières décennies, obtenue notamment grâce à la complicité de la CFDT.

Dans ce texte, Fillon rend compte de la réunion des cadres de l'UMP du samedi 13 mai à laquelle Jean-Marie Toulisse (qui a été responsable CFDT, chargé du problème des retraites en 2003) a participé.

C'est tellement gros qu'on a hésité à publier ce document, pensant qu'il pouvait s'agir d'un faux, comme il en circule parfois sur internet...

Loi sur l'"égalité des chances", CNE, CESEDA... Ils devront encore plier !

Alors que le retrait du Contrat première embauche semble, à l'heure où nous écrivons ces lignes, avoir sonné le glas de la grève massive et du blocage total des universités, il reste beaucoup à faire. Le CPE est remplacé par un empilement de contrats bidons essentiellement destinés aux jeunes non qualifiés et qui prévoient toujours plus d'exonérations de charges sociales pour les patrons, la loi sur l'égalité des chances (LEC, qui comprend notamment l'apprentissage à 14 ans, le travail de nuit à 15 ans, la suppression des allocations familiales en cas d'absentéisme scolaire) est maintenue et le CNE, copie conforme du CPE dans les petites entreprises est toujours en vigueur.

Néanmoins les 3 mois de lutte que nous venons de connaître, et qui constituent le plus gros mouvement de jeunesse depuis mai 1968, sont exemplaires à plus d'un titre. La stratégie du Parti socialiste qui se serait volontiers contenté d'un mouvement étudiant à minima et pour la forme, avec à la clé un vote socialiste en 2007, seul a même d'amener l'abrogation du CPE (comme l'expliquait Hollande début février) est clairement désavoué : seule la lutte paye et seule la lutte paiera !

Alors que la précarité est depuis une dizaine d'années un élément essentiel du salariat (CDD, intérim, temps partiel imposé...) cette réalité n'avait donnée lieu à aucune riposte d'ampleur du mouvement social et syndical, sans parler de la gauche institutionnelle qui n'a fait que l'aggraver. Le mouvement contre le CPE et la LEC a mis cette question au cœur du débat social et cela constitue un point d'appui pour les mobilisations à venir. Les étudiant(e)s qui poursuivent la mobilisation s'engagent dans cette voie en cherchant des convergences avec les salarié(e)s et particulièrement les plus précaires. L'inscription du mouvement dans la durée a contribué à une politisation et à une radicalisation des formes d'action à une échelle de masse (affrontements assumés avec les forces de l'ordre, occupations, blocage de l'économie) qui vont laisser des traces tout comme la pratique quotidienne de la démocratie directe dans les assemblées générales et du blocage des universités face à une minorité d'étudiant(e)s antigrevistes.

La légitimité du pouvoir et du capitalisme est clairement remise en cause par de nombreux(SES) jeunes qui ont activement participé au mouvement. Ces dernier(e)s s'inscrivent dans une perspective de remobilisation des universités et des lycées et une partie d'entre eux/elles s'engagent dans la lutte contre la nouvelle loi Sarkozy sur l'immigration (CESEDA). Les semaines qui viennent seront donc décisives pour maintenir les liens entre tous les acteurs de la lutte et recréer les conditions d'un rapport de force plus favorable.

C'est Fillon qui écrit :

"Décidée il y a un mois, cette rencontre avec les 1200 responsables des fédérations départementales de l'UMP était consacrée à la méthode de la Réforme.

Il s'agissait, après l'échec du CPE de démontrer que la France est réformable pour peu que l'on veuille bien respecter quelques règles simples qui s'imposent d'ailleurs dans toutes les démocraties dignes de ce nom. (...) [Il faut notamment] disposer d'un diagnostic partagé, comme ce fut le cas pour la réforme des retraites, qui rend impossible le recours aux slogans simplificateurs ou la défense du statu quo.

Donner toute sa place au dialogue social en recherchant toutes les voies d'accords possibles avec les partenaires sociaux quand la réforme entre dans le champ de leurs compétences.

Respecter les engagements pris à l'égard des partenaires qui acceptent d'entrer dans la voie du dialogue et de l'accord. La fermeté doit aller de pair avec la capacité d'écoute et de compromis.

Pour débattre de cette question essentielle pour la France (...) nous avons invité à s'exprimer un représentant du ministre Danois des affaires sociales et Jean Marie Toulisse, le numéro deux de la CFDT, avec lequel j'ai négocié l'accord sur la réforme des retraites. (...) [Les] 1200 cadres de l'UMP ont fait une ovation à un responsable de la CFDT qui pour la première fois dans l'histoire de cette centrale syndicale a accepté de venir dialoguer sans tabou avec la première formation de droite de notre pays. Jean Marie Toulisse a d'ailleurs avoué que c'était la première fois qu'un parti politique faisait cette démarche vis-à-vis de la CFDT.

Cet événement est considérable. (...)

Au passage Jean Marie Toulisse a pris en exemple la réforme des retraites qui constitue la preuve qu'il n'y a pas de malédiction qui pèse sur la réforme en France mais seulement une incapacité des responsables politiques de droite comme de gauche à procéder avec méthode.

Il a cruellement interpellé le parti Socialiste qui s'est engagé lors du congrès du Mans à abroger cette réforme des retraites qu'il a pourtant été incapable d'engager quand il était au pouvoir. Je crois comme la CFDT que cette réforme ne sera remise en cause par personne, quelque soit le résultat des élections. Pourquoi alors prétendre le contraire et tromper les électeurs avec des engagements dont chacun sait que de Solferino qu'ils ne seront jamais tenus ?

Cette journée marquera un tournant dans l'histoire de notre formation politique et peut être du dialogue social en France. (...)"

Alternative libertaire, le 25 avril 2006

Vous trouver ci-dessous le contenu d'un tract distribué les 25 et 26 avril à Lille aux délégués du 48e congrès de la CGT et aux participants du meeting d'oppositionnels qui s'est tenu dans la même ville le 26 avril; il a également été largement adressé à la presse et à plusieurs dizaines de syndicats de tous niveaux.

Le texte, qui a le mérite de dénoncer clairement la dérive droitière de la direction de la CGT, a été élaboré en commun par quatre regroupements de militants syndicaux lutte de classe : *Comité pour un Courant Intersyndical Lutte de classe Anti-bureaucratique ; (courantintersyndical@free.fr Tél. : 06 08 86 73 13 <http://courantintersyndical.free.fr>) *Collectif Unitaire pour un Front Syndical de Lutte de classe ; collectif.syndical.classe@wanadoo.fr Tél. : 02 37 36 44 61 <http://collectif-syndical-classe.over-blog.com> *Continuer la CGT ; continuer.la.cgt@wanadoo.fr Tél. : 01 64 14 41 48 <http://assoc.wanadoo.fr/continuer.la.cgt/> *Collectif Général des Travailleurs CGT-E Dalkia. info@cgtedalkia.com Tél. : 01 74 61 19 51 <http://www.cgtedalkia.com>

Adresse aux délégués du 48e congrès de la CGT

Année après année, l'offensive du patronat, relayée par l'Union Européenne et les gouvernements successifs, est de plus en plus brutale: destruction des acquis sociaux, privatisations, licenciements collectifs, précarisation du travail et des conditions de vie, démantèlement de pans entiers de l'industrie et des services publics.

Dans cette situation, les travailleurs et la jeunesse ont besoin d'une stratégie de classe et de masse pour résister pied à pied et pour préparer une contre-offensive générale. Des avancées pour les travailleurs ne peuvent être que le produit de luttes parvenant à mettre le grand capital sur la défensive.

Or la direction de la CGT, à l'image des autres organisations syndicales, suit une orientation diamétralement opposée. C'est pourquoi nous, regroupements de militants syndicaux de diverses sensibilités, tous partisans d'un syndicalisme de classe et de masse, avons décidé de nous unir pour nous adresser à vous, camarades délégués du 48e congrès.

Responsabilité de la direction confédérale dans les défaites successives

* **2003** : défaite du grand mouvement contre la réforme des retraites ; or la direction avait accepté de discuter avec le gouvernement le principe de cette «réforme» antisociale; elle a ensuite justifié sa stratégie molle de «journées d'action» diluées dans le temps par la prétendue «efficacité» d'une alliance avec la CFDT; elle a enfin pris prétexte de la trahison de Chérèque pour refuser d'appeler à l'extension de la grève et à la grève générale, comme le demandaient des millions de manifestants dans la rue.

* **2004** : réforme Douste-Blazy de la protection sociale, après un « diagnostic partagé » émanant du « Haut Conseil pour la réforme de l'assurance maladie » auquel la direction avait accepté de participer; changement de statut d'EDF et de GDF, après que les directions (confédérale et de la FNME CGT) eurent accepté le principe de l'actionnariat salarié et cautionné, sans l'aval des syndicats et des militants et grévistes de terrain, la

promesse de Sarkozy prétendant que l'État garderait 70 % du capital. On voit ce qu'il en est aujourd'hui.

* **2005** : refus de la direction confédérale d'appeler à voter NON au référendum sur la «Constitution européenne», même après le désaveu que lui a infligé le CCN du 3 février, puis de tirer les conclusions du rejet massif de cette «Constitution» par les travailleurs; refus de donner une suite aux puissantes «journées d'action» du 10 mars et du 4 octobre; refus de lutter pour le maintien d'une SNCM nationalisée à 100 % - Bernard Thibault allant jusqu'à négocier avec Villepin juste après que celui-ci eut envoyé la police et l'armée contre les marins et les travailleurs portuaires en grève.

* **2006** : puissant soulèvement des étudiants et lycéens contre le gouvernement; mais, sous prétexte d'alliance avec la CFDT, la CGC, la CFTC, etc., la direction de la CGT a cantonné les revendications au «retrait du CPE», refusant de s'appuyer sur le mouvement et sur la crise politique pour exiger le retrait de toute la loi dite «sur l'égalité des chances», du CNE, de la privatisation de GDF et des autres contre-réformes. Corrélativement, la direction de la CGT et les autres organisations se sont contentées d'appeler à des «journées d'action» et non à la grève tous ensemble et en même temps.

Enfin, elles se sont adressées «solennellement» à Chirac et ont accepté d'aller rencontrer les députés de l'UMP et d'arrêter la mobilisation en attendant les résultats de ces «discussions».

La direction veut en finir totalement avec le syndicalisme de lutte de classe !

À l'occasion de ce 48e congrès, loin de mettre en cause son orientation qui a fortement contribué aux défaites, la direction CGT entend franchir un seuil décisif dans l'abandon du syndicalisme de classe. Pouvons-nous accepter de désarmer ainsi la classe ouvrière ?.

***Refusons la pratique des «diagnostics partagés» et le recours systématique aux «négociations» à froid**

entre prétendus «partenaires sociaux»: cette stratégie revient à associer les syndicats à la préparation des contre-réformes, voire à leur co-élaboration, au lieu de préparer la résistance par la lutte de classe.

***Refusons la ligne du «syndicalisme rassemblé»** qui, sous le prétexte d'une «unité» factice et d'une «efficacité» douteuse, revient à soumettre le syndicalisme authentique à la collaboration de classe.

***Refusons l'intégration de la CGT à la CES et demain à son clone international** souhaité par la direction confédérale sur la base d'une fusion entre le réformisme et le social-christianisme. Contre ce prétendu «syndicalisme» qui n'est que le cache-sexe et le faire-valoir de l'Union européenne et du capital mondialisé, nous en appelons à un syndicalisme de classe réellement internationaliste.

***Dénouons l'effacement des revendications collectives et des mots d'ordre clairs** qui ont fait la force du mouvement ouvrier depuis le XIXe siècle, au profit de la «revendication» de «droits liés à la personne», tel le «nouveau statut du travail salarié» proposé par la direction de la CGT et repris maintenant par les Sarkozy et autres partisans de la «flexi-sécurité».

À cette individualisation des droits, facteur d'atomisation de la classe ouvrière, nous opposons des revendications collectives: défense des acquis sociaux, interdiction de la précarité, baisse générale du temps de travail pour embaucher les chômeurs, sans baisse de salaire et sans flexibilité, renationalisation sous contrôle ouvrier des entreprises privatisées, etc.

Au final, la satisfaction des travailleurs exigera que le grand capital soit vaincu et que ces derniers prennent en main leur avenir par l'appropriation collective des moyens de production.

C'est pourquoi nous appelons les camarades délégués qui refusent d'abandonner la lutte de classe à s'opposer à l'orientation de la direction confédérale !

Lille, le 25 avril 2006

Allemagne : Délit d'opinion

Le 13 mars dernier, le Tribunal administratif de Karlsruhe a rejeté la plainte déposée par Michael Csaszszkóczy (35 ans), radié de l'Education nationale. Detlef Brandner, qui dirige le service du personnel enseignant dans le Bade-Wurtemberg, tout en reconnaissant le «*courage civique*» du pédagogue, estime ce dernier «*inapte*» à exercer le métier de professeur du secondaire.

Le 26 août 2004, Annette Schavan, alors en charge de la Culture dans le Land limitrophe de l'Alsace (aujourd'hui, la chrétienne-démocrate officie comme ministre de l'Education au sein du cabinet d'Angela Merkel), avait prononcé la première interdiction professionnelle officielle depuis onze ans. Le tort du candidat à la titularisation, qui avait obtenu des bonnes notes durant sa formation : son engagement dans L'Initiative antifasciste de Heidelberg et son soutien à d'autres organisations d'extrême-gauche comme le Secours rouge ou le Centre autonome.

Le Land de Hesse a également refusé d'intégrer cet «*ennemi de la Constitution*». Une pétition de soutien a réuni plus de dix mille signatures. Le 25 mars, environ 450 manifestant(-e)s protestèrent dans les rues de Karlsruhe contre cette décision inique.

Le chancelier social-démocrate Willy Brandt, coalisé avec les libéraux, avait édicté, le 28 janvier 1972, les «*principes afférents à la question des forces hostiles à la Constitution dans le service public*», que la vox populi qualifia de «*décret contre les radicaux*». Il s'agissait essentiellement pour le gouvernement de circonscrire l'influence de l'opposition extra-parlementaire, de châtier ou de dissuader celles et ceux enclin(-e)s à quelque sympathie envers la Fraction armée rouge⁽¹⁾. Jusqu'en 1979, quelque 3,5 millions de personnes furent passées au crible, 11 000 ne purent entrer dans la Fonction publique, comme postier, instituteur, conducteur de locomotive... ; plus d'une centaine subirent l'exclusion. Les plus visé(-e)s : les membres du Parti communiste allemand, des militant(-e)s de groupuscules gauchistes, mais aussi des adhérent(-e)s de mouvements de citoyens et même des anticapitalistes affilié(-e)s au SPD.

En revanche, de nombreux dignitaires du IIIème Reich n'ont pas connu ce type d'avaries. Ainsi, Hans Karl Filbinger, membre de la Sturmabteilung et du Parti ouvrier allemand national-socialiste, juge en Norvège d'un tribunal de la marine à partir de 1943, gouverna le Bade-Wurtemberg entre 1966 et 1978 sous l'étiquette CDU. Les formations d'extrême-droite comme l'Union populaire allemande ou le Parti national-démocrate d'Allemagne ont pignon sur rue et jouissent des deniers des contribuables...

(1) Cette appellation apparut pour la première fois dans un manifeste rédigé, en avril 1971, par Ulrike Meinhof. L'activisme de «*la bande à Baader*» remonte au 2 avril 1968 : l'incendie, à Francfort, des magasins Kaufhof et Schneider, en guise de protestation contre les bombardements au napalm perpétrés par l'aviation yankee contre la population au Vietcong.

René HAMM, le 4 mai 2006

D C-B : Tousazimutisme...

Des leaders soixante-huitards, Daniel Cohn-Bendit⁽¹⁾ est indiscutablement celui qui a su pérenniser sa présence sur la scène politique et surtout dans les médias. Aux yeux des Trissotin de la "non-pensée", le natif de Montauban passe pour l'archétype du "libéral-libertaire". Une classification aussi oiseuse que vaseuse: on ne peut évidemment être l'un et l'autre ! L'ex "anarchiste", fervent partisan du "oui" à la Constitution européenne, a parachevé sa conversion aux schèmes du "tout-marché". Il avait commis en 1998, avec Olivier Duhamel, un "Petit dictionnaire de l'Euro" et, il y a deux ans, avec Bernard Kouchner, une projection fantasmagorique, "Quand tu seras président". Il cornaque, en tandem avec la Transalpine Monica Frassoni, le groupe des Verts/Alliance libre européenne au Parlement strasbourgeois.

A l'instar de son pote francfortois, Joschka Fischer, l'ex-ministre allemand des Affaires étrangères⁽²⁾, il se passionne pour le football. Le vendredi 21 avril, il a animé sur Arte⁽³⁾ une soirée «*Thema*», «*Fous du ballon rond*». D C-B avait promis de ne rien laisser dans l'ombre. Les téléspectateur(-trice)s auront surtout noté qu'il a tutoyé aussi bien Michel Platini que l'écrivaine Luisa Francia, Corny Littmann, le président du FC Sankt-Pauli, l'artiste autrichien André Heller ou Jean-Philippe Leclair, rédacteur en chef de *L'Equipe Magazine*. Pendant la Coupe du monde, il rédigea régulièrement un billet pour le quotidien numéro un du sport. «*Pas plus de quatre mille signes*», précise-t-il.

Rémunération pour ses piges: des billets pour Hollande-Argentine, un quart de finale à Francfort et la finale à Berlin. En revanche, il ne clame pas ce qu'il perçoit de la chaîne Terranova⁽⁴⁾. Depuis le 3 octobre 2005, sur le canal colognais de documentaires de nature, il présente, le lundi à 21 heures 15, un talk-show quinzomadaire, enregistré en alternance depuis Bruxelles ou la cité alsacienne, dans un studio du Parlement européen, intitulé en toute simplicité «*Cohn-Bendit trifft...*» («*Cohn-Bendit rencontre...*»).

Chez nos voisins, plusieurs émissions portent le nom de celle ou celui qui la «*modère*». Le juriste Dieter Dörr, membre du comité consultatif sur la diversité médiatique au Conseil de l'Europe, observe : «*Si en Allemagne un député faisait de la télévision en engrangeant des subsides de l'Etat, il contreviendrait à la Constitution*»⁽⁵⁾. Quand on souffre visiblement d'une hypertrophie du «*moi*», on fait aisément litière de ce genre de considérations.

(1) Il apparaît, bravant du regard un CRS casqué, sur la couverture de l'Agenda de Gilles Caron pour la liberté de la presse, édité par Reporters sans frontières, 152 pages (plus une pub pour EDF), 8,90 euros, en vente depuis hier.

(2) Agé de cinquante-sept ans, celui-ci avait convolé, le samedi 29 octobre 2005, à Rome, en cinquième noce avec Minu Barati (vingt-huit printemps).

(3) Jusqu'à fin 2003, il avait œuvré durant neuf ans comme anchorman au «*Literaturclub*» sur la chaîne suisse alémanique DRS.

(4) Terranova, lancée le 15 septembre 2004 et financée avec des fonds de l'Union européenne, diffuse des programmes en continu, uniquement captables outre-Rhin, par câble, satellite et numérique terrestre. Elle fait partie, avec par exemple RTL 9, Ciné Polar ou Télé Monte-Carlo, du bouquet de vingt chaînes appartenant au groupe AB de Jean-Luc Azoulay et Claude Berda. Créée en 1977, la boîte avait produit pour TF1 le «*Club Dorothée*» ainsi que les sitcoms mémorables, «*Les musclés*», «*Hélène et les garçons*» ou «*Pas de pitié pour les croissants*».

(5) Magazine Monitor, le 28 avril 2006, sur le Westdeutscher Rundfunk.

René HAMM le 4 mai 2006

Foot et foutre !

Les organisateurs de la 18^{ème} Coupe du monde de football (du vendredi 9 juin au dimanche 9 juillet) attendent jusqu'à 3,2 millions de visiteurs dans les douze villes où se dérouleront les rencontres. Non seulement les trente-deux équipes (736 joueurs au total, plus le staff technico-administrativo-culinaire) en lice, mais également quelque quarante mille péripatéticiennes⁽¹⁾, essentiellement en provenance d'Europe orientale, se mettront en branle.

On connaissait les bordels de campagne pour la soldatesque, voici les «drive-in» pour supporters en rut. A Cologne et Dortmund, les édiles ont d'ores et déjà installé des boxes accolés les uns aux autres où les automobilistes pourront se parker et satisfaire leurs pulsions libidineuses. Ils y trouveront même des distributeurs de préservatifs et de... snacks, pour se sustenter avant d'éventuelles prolongations.

Dans le quartier berlinois de Charlottenburg, à deux kilomètres et demi du stade olympique, un des plus grands lupanars d'Allemagne a ouvert ses portes, le 29 septembre 2005. L'homme d'affaires turc Kenan Simsek (41 ans), de Wurzburg, a investi cinq millions d'euros pour ce complexe de quatre mille mètres carrés sur quatre niveaux. Le «Sauna-Club de nudistes Artemis»⁽²⁾, sis du 32 au 36 de la Halenseestrasse, offrirait «une ambiance unique qui satisfera les plus hautes exigences». Le ticket d'entrée de soixante-dix euros (cinquante-cinq, du 1^{er} avril au 31 mai !) inclut l'accès aux installations (hamam, plusieurs types de sauna, dont une formule «bio», une piscine intérieure, un solarium, un bain de vapeur turc, deux cinémas érotiques...), des boissons non alcoolisées, un petit déjeuner entre onze et quatorze heures trente et un dîner, servi de dix-huit heures à minuit. «L'échange de fluides»⁽³⁾, dans l'intimité d'une des quarante-six «lovesuites», avec une des cinquante «premiumgirls internationales et presque sans tabous» (soixante-dix peuvent exercer sans piétiner les plates-bandes des collègues), coûte soixante euros en sus pour trente minutes de prestations «classiques». Pour les «extras», le mâle, subjugué par cette «oasis de bien-être», devra bourse délier et ajouter quelques billets. Katharina Cetin,

de l'association de prostituées Hydra, apprécie «la transparence» du concept et se réjouit surtout des «chouettes perspectives de revenus».

Dans le célèbre faubourg hambourgeois de Sankt-Pauli, deux cents exploitants d'établissements comptent promouvoir la «baise fair play» comme instrument de marketing. Ils subodorent que certaines dames indécates surenchériront ou profiteront de l'état second des clients pour leur dérober la carte de crédit avec le code. Briefing et remontée de jarretelles avant le grand rush !

Si les hétaires autochtones voient plutôt d'un mauvais œil l'afflux massif de concurrentes moldaves, ukrainiennes, slovaques, lettones..., qui risquent de pratiquer un «dumping tarifaire», le Conseil des femmes et des associations comme Solidarity with women in distress craignent surtout le boom du racolage forcé. Rares seront les «free lance»⁽⁴⁾. Le 10 avril, sous la houlette de la députée sociale-démocrate suisse Ruth-Gaby Vermot-Mangold⁽⁵⁾, l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe a adopté à l'unanimité une résolution exhortant les autorités à adopter «les mesures urgentes nécessaires tant à l'éradication de la traite des êtres humains qu'à la protection des victimes».

L'immense majorité de ces «touristes» dépendent de réseaux de proxénétisme mafieux, qui prospèrent depuis la chute du Mur, le 9 novembre 1989, et surtout l'élargissement désastreux, le 1^{er} mai 2004, de l'Union européenne à vingt-cinq pays.

Signer la pétition électronique, en huit langues, de la Coalition contre le trafic de femmes, «Acheter du sexe n'est pas un sport»⁽⁶⁾, ne coûte que quelques clics de souris. Au moment où je rédige ces lignes, 40 827 personnes ont accompli ce geste. L'Helvète Joseph Sepp Blatter, le boss de la FIFA, qui chapeaute le Mondial, s'en lave carrément les mains, prétendant que l'instance qu'il dirige «n'a pas la possibilité de contrôler ce qui se passe à l'extérieur des périmètres des

stades, ne détient ni le pouvoir, ni la compétence juridique pour agir».

La Fédération germanique de football a indiqué qu'elle se mobiliserait pour l'UNICEF et SOS-Villages d'enfants. «Pour ne pas nuire à notre crédibilité, nous ne pouvons nous éparpiller», affirme hypocritement le président Gerhard Mayer-Vorfelder, ex-ministre des Finances CDU dans le Bade-Wurtemberg. Bref, place au fun pour les fans ! Qu'importe si certaines morflent ! La Suède, berceau de la «révolution sexuelle» dans les années soixante, a interdit «le commerce des corps» à partir du 1^{er} janvier 1999, dans le sens où le mâle (consommateur ou maquereau) qui se fait choper tringue. Claes Borgström, médiateur en matière d'égalité, prône le boycott du tournoi par le onze national. Il espère au minimum convaincre Lennart Johansson, son compatriote, patron de la puissante Union des associations européennes de football, qu'il intervienne auprès de Franz Beckenbauer, le maître de cérémonie, à propos des violences infligées à la gent féminine.

Le très smart et lisse «Kaiser» veillera surtout à éviter tout débordement ou sujet qui fâche⁽⁷⁾. Par exemple aussi dans quelles conditions sont fabriqués, au Pakistan, en Thaïlande et en Chine, les ballons dans lesquels taperont les «dieux du stade». Malheureusement, comme à l'accoutumée, le tintamarre des préparatifs de la grande «fête» et les clameurs dans les tribunes étoufferont les voix discordantes.

René HAMM, le 4 mai 2006

(1) La coalition «rouge-verte» et le Bundestag avaient légalisé cette activité au 1^{er} janvier 2002. Quatre cent mille femmes s'y adonneraient outre-Rhin..

(2) La divinité chasserresse grecque (Diane chez les Romains) était...chaste et vierge.

(3) Woody Allen dans *Crimes and misdemeanors* (1989).

(4) Certes, plutôt que de poireauter derrière la caisse chez Aldi, Schleckler, Lidl ou Wal-Mart, quelques étudiantes opteront pour un job d'été «charnel».

(5) Elle avait initié avec Maren Haartje, de Swisspeace, le projet «1000 femmes pour le Prix Nobel de la Paix 2005». Le documentaire de Gabriela Neuhaus et Angelo Scudeletti, «1000 Frauen und ein Traum», fut projeté, les 17 et 20 janvier, dans le cadre des 41^{èmes} Journées cinématographiques de Soleure. La revue Silence en insérera ma présentation dans sa livraison de juin.

(6) Sous catwepetition.

(7) Déjà que la Mannschaft n'aborde pas le tournoi sous des auspices rieurs !



«Cohésion» ou... coercition «sociale» ?

Le 28 avril, dans leur grande majorité, les médias répercutèrent unisono, en écho, l'annonce gouvernementale quant à «une forte baisse du chômage» en mars (moins 30 900 et 1,3%), «la plus élevée depuis janvier 2001». Sur douze mois, le recul avoisinerait les 7,5%. Dominique Galouzeau de Villepin, contraint, face à l'ampleur de la contestation⁽¹⁾, de retirer, le 10 avril, le «contrat première embauche», et bigrement ballotté par un rebondissement inattendu et connexe de «l'affaire Clearstream», avait bien besoin d'un petit viatique. Mais, quelle foi attacher à ces chiffres balancés aussi pour arracher un répit ? Quelles réalités recourent ou masquent-ils ? Pas dupes, les lecteur(-trice)s d'ACC trouveront en ces colonnes la confirmation, preuves à l'appui, de leurs soupçons.

Remember. Le soir de la Saint-Sylvestre 2005, le Président obsolète de la République s'était plastronné, lors de sa présentation des vœux, que le pays compte peu ou prou 160 000 chômeurs de moins en huit mois. Dans son reportage, diffusé les 14 et 27 février 2006, dans le cadre du magazine *90 minutes* sur Canal Plus⁽²⁾, Patrice des Mazery décortiqua cette donnée. 55,7% sortent volontairement des fichiers ou ont subi une radiation administrative, pour non-signification d'une embauche par un autre vecteur que l'ANPE, pour absence à une convocation, pour «non-combativité» (pas dans les luttes, mais au niveau de la quête d'un boulot !). Bernard Maerten, électricien-câbleur de 40 ans, a essuyé, à son corps défendant, pareil reproche. L'agence locale du Quesnoy (Nord) l'a blackboulé pour douze mois; en prime, l'Assédic lui a sucé l'allocation mirobolante de...450 euros. Qu'il s'interroge «comment sortir du trou ?», ces messieurs-dames s'en moquent comme d'une guigne.

Le CNE au rebut ?

10,7% effectuent un stage, généralement non rémunéré, même si beaucoup assurent un remplacement effectif. «Des simagrées qui coûtent cher et entretiennent l'illusion»⁽³⁾. Depuis juillet dernier, la masse des stagiaires est passée de 88 000 à...192 117. Jessica Davaine, une Nantaise de 33 ans, ancienne caissière, à la dêche depuis quatre ans, a suivi une formation de secrétaire médicale, qui n'a débouché sur rien, sinon une aide de «subsistance» de...107 euros, allouée par le Conseil général de Loire-Atlantique. «L'assistanat, c'est pire que le ras des pâquerettes !». Dernière composante du reflux: 7,4%; il s'agit des malades (l'inactivité non choisie génère de profondes dépressions et des maux, parfois irrémédiables, déclenchés par la décrépitude morale !) ou des plus de cinquante-cinq ans, dispensés de justifier leurs investigations. Les 150 000 dans les DOM et les TOM n'apparaissent jamais dans les tableaux. L'on atteint ainsi une proportion de 73,8% non comptabilisés. Les 26,2% d'emplois avérés se répartissent essentiellement sur des «contrats d'avenir» (les intitulés ronflants n'incitent-ils pas à «positiver» un maximum ?) à 26 heures hebdomadaires payées au SMIC horaire de 8,03

euros, environ 915 euros mensuels bruts, et des «contrats nouvelle embauche». En application depuis le 4 août 2005, ce dispositif est réservé aux entreprises de moins de vingt salariés⁽⁴⁾. La fameuse «période de consolidation», les deux années durant lesquelles l'employeur jouit de la latitude de lourder sans avoir à préciser le motif du licenciement, constitue «une innovation qui fait progresser le droit social !», a osé clamer Jean-Louis Borloo, le 8 février, à l'Assemblée nationale. On se pince ! Le jour où les chaînes de télévision insistèrent sur une diminution du chômage, le Conseil des prud'hommes de Longjumeau (Essonne) a jugé l'ordonnance du 2 août instituant le CNE contraire à la convention 158 de l'Organisation internationale du travail du 22 juin 1982. Embauchée, en date du 1^{er}

fin du 1^{er} trimestre, repose sur un double mensonge éhonté : non seulement près des trois-quarts des 22 300 individus «sortis» depuis décembre ont, selon le mécanisme détaillé plus haut, disparu artificiellement des statistiques, mais de surcroît, l'INSEE et le ministère ad hoc ne retiennent que la catégorie 1, les bipèdes qui n'envisagent qu'un CDI à temps plein. Or, remémore Fabienne Brutus, depuis fin 2001 conseillère ANPE à Limoux (Aude), il en existe sept autres.

«Erreur lexicale»

La téméraire trentenaire avait osé s'exprimer à visage découvert devant les caméras de la chaîne cryptée et briser le silence. Ayant une conception différente de l'arithmétique, une grille de lecture plus synoptique et surtout objective, elle estime, en incluant les RMistes⁽⁵⁾, qui échappent à l'obligation de s'inscrire, à cinq millions le nombre de chômeurs dans l'Hexagone, 20,8% de la population active, et non les 9,5% retenus dans les derniers renseignements publiés. Outrée par les «élucubrations» de la classe politique, que reliaient complaisamment des journalistes putassiers, elle a enfreint les oukases stipulés dans la circulaire N°99-01 du 5 janvier 1999 en matière de «secret et de discrétion professionnels», comme de «devoir de réserve», aux 23 200 agents de la branche, dispatchés dans un millier de points d'implantation. Daniel Mermet lui avait ouvert, dès le 30 septembre 2005, son antenne de *Là-bas si j'y suis* sur France Inter; elle avait préféré intervenir en usant du prénom d'emprunt Marie. Le 19 mars 2006, la militante d'Attac et de SUD avait passé à *Arrêt sur images* (sujet : «La précarité invisible») sur France 5, avec Véronique Auger, la présentatrice de «*Champion d'Europe*» (pas une émission de sport) sur France 3, et Denis Clerc, le fondateur de la revue *Alternatives économiques*, ainsi qu'au JT de 13 heures de France 2, le 22 mars. Le 29, sur la même chaîne, Laurent Ruquier l'avait même conviée à *On a tout essayé*⁽⁶⁾. Dans son livre, *Chômage, des secrets bien gardés. La vérité sur l'ANPE. Souriez, vous êtes radés!*⁽⁷⁾, rédigé en dix semaines (chapeau !) «pour crever l'abcès» elle ne se contente pas de fustiger les «méthodes d'éradication massive» visant à «recaser, coûte que coûte», le «nettoyage» des fichiers ordonné par des directeurs

1) VOUS N'EXISTEZ PAS
2) VOUS COÛTEZ TROP MIER!



juillet 2005, pour six mois, comme secrétaire, Linda de Wee avait saisi le tribunal, après que son patron lui eut proposé un CNE en guise de prolongation. Les magistrats ont contraint Philippe Samzun, mandataire judiciaire (un comble !) à Versailles, à garder la jeune femme, sous couvert d'un CDI et à lui verser 16 390 euros de dommages et intérêts. Ce saoulin l'avait virée abusivement, le 1^{er} février, parce qu'un médecin l'avait portée pâle. Le chiffre de 2 288 300 «demandeurs d'emploi» (terminologie soft), à la

d'agence. Elle narre également par le menu les affres que vivent en particulier les conseiller(-ère)s qui «*traitent les chômeurs en humains*». Comment supporter que des supérieurs réclament des collaborateur(trice)s aptes à «*gérer des stocks*» ?... Celles et ceux qui «*résistent à la robotisation éprouvent un mal-être grandissant*». L'important taux d'absentéisme n'étonne pas, ni qu'un agent sur trois opte pour le temps partiel. 15% ont une situation précaire. Parfaitement consciente que «*la définition du métier repose sur une erreur lexicale*», elle en déplore «*la capacité de nuisance*», d'autant plus que «*l'empathie et la congruence*», deux des notions enseignées, passent, dans la pratique, vite à la trappe. Pourtant, insiste-t-elle en pointant un bien singulier paradoxe, la rareté de l'emploi va de pair avec l'abondance du travail. Je suppose qu'elle se réfère à celui, socialement utile, un concept malheureusement évacué aux oubliettes, à une époque où la qualité authentique et a fortiori l'épanouissement individuel n'émargent plus guère dans le quotidien du turbin. Dans une interview sur Actuchômage, en avril, Fabienne Brutus confesse un «*grand sentiment d'impuissance*» et stigmatise la «*schizophrénie qui règne*». Le «*suivi mensuel*» systématique du «*public captif*», qu'il importe de soumettre à un «*profilage*» (comme les serial killers !), entrera en vigueur le mois prochain. Il accentuera encore la pression, des deux côtés du guichet ou de la table dans les boxes aménagés pour les «*entretiens personnalisés*». Bonjour la confidentialité ! Les radiations (40 974 en mars contre 32 216 en février, plus 21,3%) se multiplieront. Beaucoup de gens, surtout parmi les non-indemnisés (plus de la moitié des sans job), jeteront l'éponge, las, écoeurés, lamenés...

Miroirs aux alouettes

Autre témoignage, dans un registre un tantinet plus tripal, parsemé d'un humour subtil et d'une autodérision roborative : *A.N.P.E. mon amour*⁽⁸⁾. Françoise Bonne (52 ans) dépeint un stage d'accompagnement de recherche d'emploi qu'elle avait suivi, du 9 novembre 2004 au 11 février 2005, au Parc d'activités du Bief à Trévoux (Ain). Au-delà du descriptif de quelques «*exercices*», comme des «*simulations*», des «*mises en situation*» ou des remplissages de questionnaires, elle nous rend proches ses compagne(-gnon)s d'infortune. A l'ANPE, elle a «*découvert les univers de Kafka et d'Ubu rûnis*», qui la firent «*osciller entre le hennissement et la désolation*». Car cette administration, «*bouffeuse de patience, avaleuse d'espoir, dévoreuse de dignité*», organise maintes sessions (celles sur la confection des CV ne désemplissent pas), miroirs aux alouettes, «*alors qu'elle sait pertinemment qu'un recrutement relève de la pure irrationalité*». L'auteure jauge d'une rare obscénité que «*l'on impose des mesures imbéciles, avec en*

prime, l'alibi de la générosité». Après une période relativement faste en Algérie, au début des eightees, où elle officia comme correctrice à l'ambassade de Corée du Nord (elle rewrita les œuvres impérissables, traduites dans notre langue, du tyran Kim Il-Sung), elle s'installa comme graphologue à Lyon. Et puis, la crise, le carreau, le RMI, les hivers 1992 et 1993 sans même chauffer l'appartement, les jobs éphémères ! Du 26 avril au 31 décembre 2000, elle s'occupa de l'insertion auprès de l'Institut de formation Rhône-Alpes à Saint-Fons, affilié à la Fédération d'éducation populaire Léo Lagrange. Faute de client(-e)s venant la solliciter, alors qu'a priori les nécessiteux foisonnent, elle craignit de s'exposer au grief de bénéficiaire d'un «*emploi fictif*». Elle claqua bruyamment la porte, dégoûtée et convaincue que les structures sociales «*ne servent strictement à rien*», sauf «*à donner bonne conscience à la collectivité*». Il lui reste «*la plume*» comme «*unique arme pour ne pas sombrer*». Cette «*anarchiste tendance aristo*» écrit des pièces de théâtre, des sketches, des livres⁽⁹⁾. Sa manière de «*hurler*», «*histoire de sublimer et de transcender la souffrance*». Elle boucle avec cette question essentielle, «*que l'on n'étudie pas suffisamment en classe de philosophie*» : «*qu'est-ce qu'on attend pour être heureux ?*»⁽¹⁰⁾. Dans son rapport, remis le 14 janvier 2004, à François Fillon, le conseiller d'Etat Jean Marimbert avait épinglé l'insuffisance des contrôles sur les requérants et préconisé le rapprochement de l'ANPE⁽¹¹⁾ et de l'UNEDIC⁽¹²⁾. Signée le 5 mai 2006, la Convention tripartite entre l'Etat et les deux organismes précités, prévoit, d'ici fin 2009, la réalisation de 300 maisons de l'emploi, conformément au Plan quinquennal «*de cohésion sociale*», présenté le 30 juin 2004, et promulgué, le 18 janvier

2005. Ces centres d'accueil rassembleront sur un site le service public et les divers partenaires. Le «*dossier unique*» facilitera surtout le pistage du candidat à un poste et l'épuration des listings. Jean-Louis Borloo, qui espère afficher avant fin 2006 un taux de chômage sous la barre des 9% et descendre sous 8% en 2007, «*pense sincèrement*» que derrière ces mesures, «*il y a une révolution en marche*». C'est l'effet Schönberg ? Le petit nuage rose ou quoi?...

René HAMM, le 10 mai 2006

(1) Ah, la gerbante récupération du mouvement étudiant et lycéen par les Fabius, Strauss-Kahn, Hollande, Royal and co !... La trouille les tarabustait : l'émergence (improbable) d'un nouveau Mai 68. Bruno Julliard, le leader de l'UNEF, et les jeunes manifestant(-e)s anti-CPE ignorent évidemment que Martine Aubry avait institué le flicage des chômeurs !

(2) A eux seuls, 90 minutes et Lundi investigation, les meilleurs magazines du PAF, valent l'abonnement. En tous cas bien davantage que les overdoses de foot, l'insipide film X, le premier samedi du mois, et le très conventionnel Journal du hard effeuillé par Clara Morgane.

(3) Sophie Hancart sur le site actuchomage.org, une véritable mine d'informations de l'association APNÉE (Alternative pour une nouvelle économie de l'emploi), créée, le 5 juin 2004.

(4) 96% de la globalité et 29% des travailleur(-se)s.

(5) Le revenu minimum d'insertion «s'élève» (!) à 433,06 euros mensuels. 3,4 millions perçoivent des subsides de «solidarité». 6 millions en survivent.

(6) Ni lui, ni aucun(-e) des crétin(-e)s de sa bande n'ont jamais «essayé» la précarité ou de bosser dans des conditions dégradées !...

(7) Chez Jean-Claude Gawsewitch à Paris, avril 2006, 272 pages, 18,90 euros.

(8) Editions L'Harmattan à Paris, février 2006, 231 pages, 20 euros.

(9) J'aurais dû faire kung-fu en seconde langue, chez Aléas (Lyon), décembre 2003, 126 pages, 12 euros.

(10) Titre d'une chanson d'André Hornez (musique de Paul Misraki), interprétée en 1937 par Ray Ventura.

(11) Christian Charpy, son directeur général depuis le 18 avril 2005, se targue qu'elle aurait traité 3,4 millions d'offres, «un record absolu», l'an passé. L'ex-conseiller de Jean-Pierre Raffarin occulte les doublons et la kyrielle de petits boulots, comme les ménages de quatre heures !

(12) Déficit cumulé, depuis 2002, au 31 décembre 2005 : 13,452 milliards d'euros. Le 12 janvier 2006, Annie Thomas (CFDT) a succédé, pour deux ans, à Denis Gautier-Sauvagnac (MÉDEF) en qualité de présidente de l'UNEDIC. Depuis 1992, la centrale de François Chèreque occupe ce poste, en alternance avec le patronat. Sous la férule de Nicole Notat, les gestionnaires de l'assurance-chômage imposèrent la dégressivité des allocations, qui diminuèrent de 17% tous les quatre mois.



Rencontres et lectures à contre courant

Les Autres Voix de la Planète.

Le bulletin trimestriel du CADTM (Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers-Monde) consacre, dans son n° 30 du premier trimestre 06, une part importante de sa surface au Forum Social Mondial (FSM) 2006 qui, cette année, s'est fait "polycentrique", en siégeant quasiment dans le même temps à Bamako (Mali) du 19 au 23 janvier, et à Caracas (Venezuela) du 24 au 29 janvier, puis du 24 au 29 mars à Karachi (Pakistan). Le numéro traite des deux premiers forums, le troisième devant faire l'objet d'un compte-rendu dans la prochaine publication. Le thème central des débats portait bien évidemment sur la dette sous laquelle croulent les pays du Tiers-Monde, "la dette, une arme de destruction massive" comme le proclamait une banderole dans la capitale malienne.

Au sommaire également, divers articles portant sur le remboursement de cette dette, sur l'OMC, sur le FMI et la Banque Mondiale et les conditions que les deux dernières institutions imposent, sur la mondialisation néo-libérale au Mali, au Niger, des brèves et, en conclusion, la nécessité de changer de cap. Abonnement: 38 euros (4 n°) pour l'UE (22 pour chômeurs et étudiants). Chèque à l'ordre du CADTM, 3445 Avenue de l'Observatoire, 4000 Liège, Belgique.

Par ailleurs, le CADTM publie sa première bande dessinée sur la Dette, abordant ainsi la question de manière originale. Sous le titre "**Dette odieuse**" la BD approche les cas de la République Démocratique du Congo (RDC), de l'Indonésie, de l'Irak, de l'Argentine, tous soumis à un moment ou à un autre à un régime de dictature à l'origine de la dette qui les affecte encore aujourd'hui et qui, selon le droit international, peut être dénoncée et annulée en tant qu'illégitime. Prix: 9 euros ; chèque à l'ordre du CADTM, 17 rue de la Bate, 45150 Jarreau.

LQR - La propagande au quotidien

De *modernité à gouvernance* en passant par *transparence, réforme, crise, croissance* ou *diversité* : la *Lingua Quintae Respublicae* (LQR) travaille chaque jour dans les journaux, les supermarchés, les transports en commun, les «20 heures» des grandes chaînes, à la domestication des esprits. Comme par imprégnation lente, la langue du néolibéralisme s'installe : plus elle est parlée, et plus ce qu'elle promeut se produit dans la réalité. Créée et diffusée par les publicitaires et les économistes, reprise par les politiciens, la LQR est devenue l'une des armes les plus efficaces du maintien de l'ordre.

Ce livre décode les tours et les détours de cette langue omniprésente, décrypte ses euphémismes, ses façons d'essorer les mots jusqu'à ce qu'ils en perdent leur sens, son exploitation des «valeurs universelles» et de la «lutte antiterroriste». Désormais, il n'y a plus de *pauvres* mais des *gens de condition modeste*, plus d'*exploités* mais des *exclus*, plus de *classes* mais des *couches sociales*. C'est ainsi que la LQR substitue aux mots de l'émancipation et de la subversion ceux de la conformité et de la soumission.

De quoi compléter le feuilleton sur la «*novlangue du néolibéralisme*» qu'ACC publie depuis plusieurs mois ! (interrompu dans ce numéro, il reprendra dans le prochain)

«**LQR - La propagande au quotidien**» Editions Raisons d'agir - 2006 - 122 pages - 6 euros

OGN

« **OGN** », c'est l'Opposition Grenobloise aux Nérotechnologies (c/o FRA-K, 15 rue Georges Jacquet 38 000 Grenoble ogn@ouvaton.org <http://ogn.ouvaton.org>) qui mène campagne contre l'inauguration de Minatec (le plus

grand centre de recherche européen en nanotechnologies). Pour l'**OGN** les nanotechnologies ne sont pas seulement de nouvelles sciences : Minatec servira à fabriquer les nouvelles armes du futur (robots de combat, missiles intelligents...), les nouveaux outils de contrôle social (micro puces, vidéo-surveillance intelligente...), des nano-particules toxiques, des OAM pour l'agriculture (Organismes Atomiquement Modifiés).

Les «autorités» semblent craindre l'appel à une manifestation nationale à Grenoble le 1er juin 2006 lancé par l'**OGN**: l'inauguration de Minatec, prévue initialement le 1er juin est reportée au 2 juin 2006.

Le comité **OGN** appelle toutes et tous à la manifestation du 1er juin à Grenoble (à 12h, place Félix Poulat), ainsi qu'aux "3 jours contre Minatec et son monde", du 30 mai au 1er juin, pour des ateliers, rencontres, débats.

Fermez Minatec !

Introduction à une sociologie critique. Lire Pierre Bourdieu

Troisième édition revue & actualisée. Alain Accardo y expose le monde social en s'inspirant étroitement des analyses bourdieusiennes. Ce livre peut être regardé comme une utile introduction à la lecture des travaux de Pierre Bourdieu. On y trouve ainsi exposées la conception des champs sociaux, de l'habitus, l'articulation des intérêts et de la légitimité, l'organisation des classes sociales, etc. Mais la restitution de cette oeuvre scientifique complexe et puissante, constitue également un appel à la réflexivité et à l'auto-socioanalyse: parce que les murailles qui sont en nous comme celles qui se dressent devant nous ne forment qu'une seule et même forteresse, celle de l'ordre établi.

Conçu par un sociologue resté profondément fidèle à l'esprit d'une science qui s'est souvent donné comme finalité de mieux comprendre pour mieux combattre, ce livre veut contribuer à enrichir l'arsenal théorique de ceux qui attendent aussi de la sociologie des armes pour la critique sociale.

Alain ACCARDO. "**Introduction à une sociologie critique. Lire Pierre Bourdieu**" Troisième édition revue & actualisée. Collection poche "*Eléments*". 384 pages. Prix 10 euros. ISBN : 2-7489-0063-4. Paru aux Editions Agone BP 70072 13192 MARSEILLE cedex 20DU même auteur, Alain Accardo : des essais "**De notre servitude involontaire**" (Agone, 2002) et "**Le Petit-Bourgeois gentilhomme**" (Labor, 2003).

Le "miracle" chinois vu de l'intérieur

Points de vue d'auteurs chinois. Nouvelle hégémonie néolibérale et ancienne tyrannie socialiste revisitée : un cocktail explosif qui permet aujourd'hui à la Chine de s'imposer sur la scène internationale comme la superpuissance en devenir. Les nouveaux rapports sociaux et de pouvoir induits par la mise en place d'une société de marché ont pour corollaire la polarisation sociale et le développement profondément inégalitaire de la société chinoise, dans les campagnes comme dans les villes. Au-delà de ses effets libérateurs et de son impact sur la croissance du pays, l'ouverture de la Chine à «la mondialisation» a aggravé les impasses et les dérives des années 1990 : crises écologiques, corruption, migrations de masse vers les villes, exploitation effrénée de la main-d'oeuvre, marchandisation du travail rural, chômage urbain...

Le "**miracle**" chinois vu de l'intérieur est paru aux Editions Syllepse (www.syllepse.net). coll. "Alternatives Sud". ISBN: 2-84950-078-X. Prix :18 euros. 184 pages.

BULLETIN D'ABONNEMENT

* * *

Abonnement 10 numéros (1 an)

- SIMPLE 10 Euros
- de SOUTIEN Euros
- Faibles ressources (selon possibilités) . . .

(Chèque à l'ordre de: "A Contre Courant")

NOM _____

Prénom _____

Adresse _____

CPPAP
n° 0208 G 87630

Dispensé de timbrage

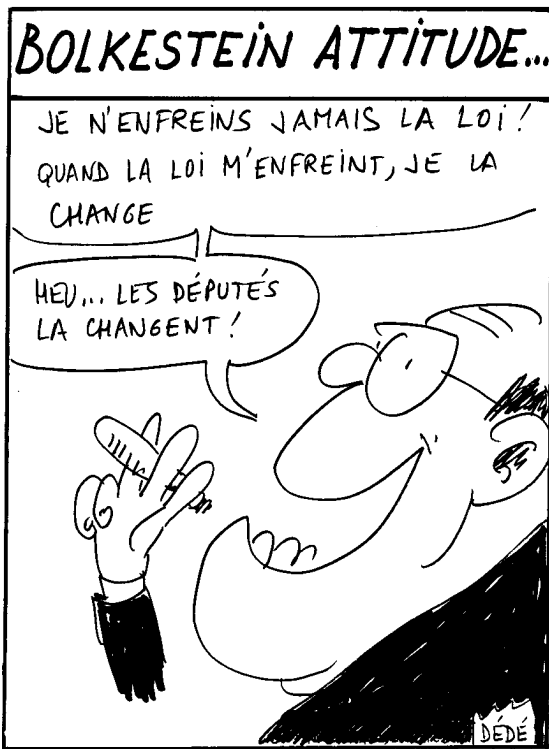
Mulhouse-CTC

A CONTRE COURANT
(service abonnements)
BP 2123
68060 MULHOUSE cedex

P

PRESSE
DISTRIBUÉE PAR
LA POSTE

Déposé le 26/05/2006



**Le capitalisme
sans entrave et
sans état d'âme**
(par Dédé)



COMITE DE REALISATION

A. BIHR / L. DALSTEIN / J.M DELAYE / J. FORTCHANTRE
B. SCHAEFFER / A. ET D. WALTER

Sommaire

- Page 1 Edito : Vous avez dit 'Etats démocratiques' ?!
- Page 2 et 3 ... Russie : du nouveau dans les mobilisations
- Page 4 et 5 La préhistoire du capital
- Page 6 à 8 ... Réflexions autour du mouvement anti-CPE
- Page 9 Edito d'AL : Ils devront encore plier !
- Page 9 CFTD - UMP
- Page 10 Aux délégués du 48ième congrès de la CGT
- Page 11 Allemagne : délit d'opinion
- Page 11 D C -B : Tousazimutisme
- Page 12 Foot et foutre !
- Page 13 et 14 "Cohésion" ou... coercition "sociale" ?
- Page 15 Rencontres et Lectures
- Page 16 Sans entrave et sans état d'âme, par Dédé

ACC dispose d'un Fax au 03 89 46 29 79 (Pour le 68)
et au 03 25 05 57 57 (Pour le 52)

ACC sur internet : <http://www.acontrecourant.org>
Courriel : courrier@acontrecourant.org

Impression et Direction de publication :

JEAN FORTCHANTRE 1 rue Victor Hugo
52100 BETTANCOURT-LA-FERREE